



AFP

Alain Madelin : « Un plan Orsec pour la justice »

A la veille de l'ouverture de l'Université d'été de son parti à Tournus (Saône-et-Loire), le président de Démocratie libérale qui est aussi candidat à la présidentielle, craint que les affaires continuent à polluer la campagne électorale. Il plaide pour un renforcement des moyens alloués à la justice.

LE PROGRÈS

■ **Jean-Pierre Chevènement et François Bayrou veulent être le troisième homme de la campagne présidentielle. Croyez-vous aussi à l'hypothèse d'une troisième voie ?**

La troisième voie me paraît avoir un parfum de Troisième République. Elle aboutirait en fait à institutionnaliser la cohabitation. Cette élection présidentielle peut toutefois permettre de bousculer les clivages actuels. Ma candidature, qui est celle d'un projet et non d'un parti, s'inscrit dans cette démarche. Vous trouverez ainsi dans mes propositions des idées développées par Tony Blair, par Gerhard Schröder, par José-Maria Aznar ou par Silvio Berlusconi. Il existe un espace entre les déçus du chiraquisme, les trompés du socialisme et les écœurés de la politique : c'est le parti de la réforme telle qu'elle est généralement choisie partout autour de nous. Mon ambition est de proposer une nouvelle France plus libre et plus généreuse qui permette à chacun de trouver sa place.

■ **La sécurité sera-t-elle le thème majeur de l'élection présidentielle ?**

C'est effectivement la préoccupation première des Français. Pour traiter ce problème, il faut d'abord apporter un remède à l'embouteillage de la justice et soigner les foyers de violence que sont devenus certains quartiers en crise.

■ **La justice vous paraît-elle trop laxiste ?**

En dix ans, la délinquance a été multipliée par deux alors que les peines de prison et les condamnations sont restées au même niveau. Il est donc aujourd'hui deux fois moins risqué d'être délinquant qu'il y a dix ans. Cela est dû au fait que la justice n'a pas les moyens d'exécuter la loi pénale. Il n'y a pas assez de places dans les prisons ; il y a quasi absence d'établissements spécialisés pour les mineurs délinquants ou simplement en situation de danger. C'est pour cela que j'ai proposé un véritable plan Orsec pour la justice que j'ai chiffré à 12 milliards de francs de crédits par an. C'est d'autant plus urgent — les très graves événements récents le prouvent — que la délinquance n'est pas, contrairement à ce que disent Lionel Jospin et

Daniel Vaillant, seulement un problème de « vols de portables » ! Assurer la sécurité de tous les Français, c'est aussi donner une chance à ceux qui dans les quartiers difficiles ont le sentiment de n'avoir aucun espoir.

■ **N'êtes-vous pas démodé quand vous vous réclamez du libéralisme alors que l'Angleterre et l'Allemagne, qui sont dirigés par des hommes de gauche, ont su engager des réformes profondes dans leurs pays ?**

Les socialistes anglais et allemands sont très différents de nos socialistes français. Ils mènent des politiques que l'on pourrait souvent qualifier de libérales. On constate d'ailleurs que Lionel Jospin prend souvent ses distances avec eux. Regardez Tony Blair, il mène des actions que je n'oserais même pas proposer en France de peur d'apparaître trop libéral. Renover l'école comme il le fait en proposant de récompenser les bons professeurs et de chasser les mauvais paraîtrait d'une extrême audace chez nous. Notre pays est immobile dans une Europe en mouvement. Or, il n'y a rien dans mes propositions qui n'ait déjà été proposé et expérimenté avec succès en dehors de nos frontières.

■ **La décision de la cour d'appel favorable à Jacques Chirac est-elle de nature à assainir le climat politique ?**

Le climat de suspicion pèse sur l'ensemble de la classe politique. Il existe effectivement un problème spécifique lié au statut du président de la République. Depuis une décision du Conseil constitutionnel, on est passé d'un statut qui protège la fonction à une situation donnant l'impression qu'il n'a aucun compte à rendre, y compris sur des faits qui n'ont aucun lien avec l'exercice de son mandat et qui peuvent même être antérieurs à son entrée en fonction. C'est pour cela que j'ai proposé que le président de la République et le Premier ministre se mettent d'accord sur une réforme du statut du chef de l'Etat. Si l'on ne règle pas ce problème rapidement, il va empoisonner le débat présidentiel et devenir un thème de campagne qui occulte les vrais sujets.

PROPOS RECUEILLIS
PAR GÉRARD ANGEL